

Les Autorités indexent la Libye et le Burkina

Depuis l'annonce faite sur les ondes de la télévision nationale par le ministre de la Défense Nationale, l'opinion publique est progressivement informée des dessous de la tentative présumée de putsch du 8 Août.

Le puzzle se construit au fur et à mesure que l'enquête avance, mettant à découvert, une affaire qui semble plus grave qu'on ne l'avait imaginé.

Les partis de l'opposition et certaines voix au sein de la société civile, avaient adopté des positions de réserves, faute disaient-ils, de preuves.

Le président de la commission d'enquête et chef d'Etat Major de la Gendarmerie, le Colonel Sidi O. Riha fut le premier responsable à fournir des éléments pouvant servir comme éléments de preuve. S'en suivront des aveux diffusés dans les media officiels de deux officiers présumés putschistes et les déclarations du ministre de la Communication M. Hamoud O. Abdi puis celles toute récentes du Ministre de la Défense Nationale, M Baba Ould Sidi intervenues en réponse aux déclarations de Djibril Bassolé le ministre de la sécurité intérieure du Burkina Faso.

Dans une déclaration faite le Vendredi soir à la presse nationale et internationale, le ministre de la défense nationale M.Baba Ould Sidi a déclaré avoir remis un message du Président Ould Taya à M. Blaise Compaoré Président du Burkina Faso, relatif très vraisemblablement aux putschistes en fuite, Saleh Ould Hannena, Mohamed Ould Cheikhna, précisant à l'occasion " nous n'avons pas estimé décent, de dire au Président Compaoré que les insurgés n'étaient pas loin de la présidence du Faso. Ils étaient encadrés, dirigés et entretenus par le Burkina Faso sous la protection de son conseiller le plus proche, Moustapha Limam Chavi. Nous avons

demandé simplement l'extradition de ces criminels conformément à la convention en matière de justice entre les Etats africains et malgaches signée à Antananarivo le 12 septembre 1961. "

Et le ministre de la défense de poursuivre : " Nous avons constaté que le Président Compaoré feignait de ne pas savoir de quoi nous parlions alors que le Burkina Faso a planifié son action de déstabilisation de la Mauritanie, après avoir, commencé la déstabilisation de la Côte d'Ivoire. Nous savons qu'après l'échec de la tentative du 8 juin 2003, les dirigeants des putschistes ont été conduits au Burkina Faso par Moustapha Limam Chavi. "

Au terme de la déclaration du ministre mauritanien de la défense, "il ne sert à rien de nier l'évidence. Tout le monde sait ce que prépare depuis un certain temps le Burkina Faso contre la Mauritanie qui n'a ni frontière avec lui ni quoi que ce soit qui puisse faire l'objet d'un contentieux. C'est le mal gratuit. Le Burkina Faso n'a que deux choix : ou il livre les putschistes ou il poursuit son agression contre notre pays. "

Par ailleurs, le ministre mauritanien de la communication, M. Hamoud O. Abdi a, confirmé vendredi, sur la chaîne Al Jazira, après avoir souligné la mobilisation de la majorité des mauritaniens derrière leur direction nationale et les manifestations de soutien qui fusaient de partout suite à la découverte de la tentative de putsch l'implication des deux pays (la Libye et le Burkina) dans la tentative de putsch avorté et a accusé Moustapha Limam Chavi, conseiller spécial de Blaise Compaoré, d'avoir accueilli les dirigeants de la tentative de putsch de juin 2003 au Burkina Faso. Le ministre a également soulevé les aveux d'officiers impliqués dans la tentative présumée de putsch qui ont reconnu que la Libye et le Burkina étaient derrière la tentative avec deux commandos qui projetaient de s'infiltrer en Mauritanie ainsi que les courriers échangés entre les organisateurs de la tentative de putsch.

TENTATIVE PRÉSUMÉE DE PUTSCH:

Et après l'enquête préliminaire ?

Le Chef de l'Etat major de la Gendarmerie Nationale, le Colonel Sidi Ould. Riha a conclu sa déclaration du jeudi soir par cette phrase : " l'enquête a permis de définir le niveau de responsabilité de chaque participant et de fournir les résultats à l'Etat Major de l'Armée Nationale "

Quelle lecture peut on donner à cette conclusion ?

Au vu de la déclaration, en particulier la conclusion et selon des sources bien informées, il s'avère que les trente et un officiers entendus dans cette affaire, n'ont pas le même niveau de responsabilité. Il y a parmi eux, des officiers qui étaient directement liés aux cerveaux de la tentative à l'extérieur. D'autres officiers contactés, n'ont pas "rendus compte" et d'autres ont tout simplement été cités par leurs collègues.

Devant les conclusions de l'enquête préliminaire, le chef de l'Etat major de l'armée Nationale sous l'autorité du Gouvernement, décidera de la suite à donner à cette affaire avec poursuites ou libérations.

Les personnes poursuivies feront l'objet d'une procédure diligentée par la Gendarmerie qui sera transmise au Parquet de la République.

L'opinion nationale, attend avec impatience la suite de cette affaire.

La Libye, le Burkina et Ould Chavi'i récusent

Répondant aux déclarations du ministre mauritanien de la Communication le ministre libyen des affaires étrangères A Chelgham a qualifié ses déclarations de discours électoral qui ne comporte pas de détails nécessitant une réponse.

Auparavant, la Libye par la voix de son ministre des Affaires Etrangères, M Abderrahmane Chelgham a nié dans une déclaration diffusée par la chaîne Al Jazira vendredi soir toute implication dans la tentative de putsch déjouée le 8 Août en Mauritanie, soulignant que par le passé les autorités mauritaniennes avaient avancé les mêmes accusations mais nous disons que la Mauritanie doit fournir les preuves. Et le ministre libyen de déclarer que son pays compte envoyer des mémorandums relatifs à ce sujet à l'Union Africaine, à l'Union du Maghreb Arabe et à la ligue Arabe, des organisations qui regroupent le Libye et la Mauritanie. La Libye compte par ailleurs, selon son ministre des affaires étrangères ne pas se taire et exigera une enquête face aux accusations " dénuées de tout fondement " formulées par les autorités mauritaniennes. Pour Chelgham, le ministre de la défense mauritanien ignore la géographie du moment qu'il estime qu'un commando puisse se diriger de la Libye vers la Mauritanie se demandant à l'occasion si les autorités mauritaniennes ne jettent pas le discrédit sur leurs forces armées qu'elles présentent comme une armée de mercenaires.

suite de la page 1

Tentative présumée de putsch du 8 Aout

Les Autorités indexent la Libye et le Burkina

Et Chelgham de demander aux autorités mauritaniennes d'exhiber leurs preuves soulignant que la Libye dans le cadre du Maghreb arabe sauver la Mauritanie des conséquences "désastreuses" de l'établissement des relations diplomatiques avec Israël.

Evoquant la réaction libyenne, Hamoud Ould Abdi a estimé que "le démenti est bien dans les habitudes de Tripoli qui en fait sa parade appropriée, mais qui finit toujours par accepter, voire compenser financièrement comme en témoignent ses derniers déboires en Occident" (indemnités des victimes de l'attentat de Lockerbie en Ecosse).

En outre, le Colonel Djibril Bassolé ministre de la sécurité du Burkina Faso a déclaré que son pays s'oppose à la déstabilisation des pays de la sous région soulignant que son pays n'a aucun rapport avec ce qui se passe en Mauritanie avec la quelle son pays avait par le passé une coopération sécuritaire et militaire et que le Burkina ne s'oppose pas non plus, comme la Libye, à une enquête à mener par une organisation régionale et que la Mauritanie ne doit pas tenter d'entraîner le Burkina dans cette affaire.

Par ailleurs dans un entretien accordé à Nouakchott info (que nous publions ultérieurement), Moustapha Limam Chaffi a nié tout lien avec les putschistes en fuite, mis au défi les ministres mauritaniens d'apporter leurs preuves, et qualifié leurs accusations de "ridicules".

Il est à rappeler que la semaine dernière, le ministre de la défense mauritanienne, M. Baba O. Sidi et le chef d'Etat Major particulier du Président de la République le colonel El Hady O. Seddigh s'étaient rendus au Burkina, porteurs d'un message du Président de la République. Des sources généralement bien informées indiquent que les deux émissaires auraient fourni des preuves aux autorités burkinabés sur la présence sur leur sol de l'ex-Commandant, Saleh Ould Hannena et son groupe, recherchés par les autorités de Nouakchott. La Mauritanie aurait demandé la livraison du groupe des putschistes mais les autorités du Burkina ont nié leur présence sur leur sol.

cette lâche tentative était assurée par ce groupe en raison de l'appui que lui apporte la République du Burkina-faso et de l'encadrement que ce pays lui prodigue.

- le courrier électronique était le moyen de communication entre les principaux membres de ce groupe. C'est ainsi que trois cybercafés à Nouakchott ont été utilisés méthodiquement pour l'échange de leurs correspondances. Il s'agit de;

* TOP-CYBER en face de la direction de l'hydraulique sur l'avenue Gamal Abdel Nasser.

* IPK à l'ilot " L" en face de l'école privée Alkhiyar

* NET-LAND sur l'avenue qui relie le quartier "SMAR" au palais des congrès.

Pour leurs communications, les comploteurs ont utilisé 11 (onze) adresses électroniques (e-mail) disponibles pour



qui voudrait les connaître. Toutes ces informations ont été confirmées au cours des opérations d'enquête menées sur le réseau Internet et par la base de données "RIPE".

En plus du courrier électronique, les comploteurs ont utilisé le réseau de

téléphonie du Sénégal (no 002215765523) à partir de la zone frontalière avec ce pays dans lequel ils se rendaient pour leurs communications importantes.

Les organisateurs de cette tentative ont embrigadé leurs acolytes essentiellement parmi les forces armées et les forces de sécurité en recourant aux méthodes sounnoises et à l'intoxication. L'approche retenue consistait pour eux à jauger l'officier pour s'assurer de sa disponibilité avant de prendre contact avec lui de façon directe.

Il était décidé que cette lâche tentative soit mise à exécution au cours de l'absence du Président de la République et selon le scénario suivant:

* infiltrer dans le pays des dirigeants des groupes qui participeraient aux opérations pour se réunir avec leurs principaux acolytes locaux afin de procéder aux derniers préparatifs du coup et de coordonner son exécution.

* faire entrer dans le pays deux groupes commandos, le premier en provenance du Burkina Faso et le second de Libye au cours de la période allant du 16 au 20 août. Ces deux groupes sont constitués de mauritaniens et d'éléments de l'Azawad.

* les comploteurs ont cru avoir tiré les leçons de l'échec de leur précédente tentative de juin 2003. Ils ont décidé cette fois d'exécuter leur plan de façon simultanée contre les casernes militaires à Nouakchott et dans les villes de l'intérieur pour maîtriser la situation.

- Pour parvenir à cet objectif, les comploteurs en se fondant sur l'appui d'éléments qui collaborent avec eux au sein de certaines unités, ont planifié la liquidation des officiers du commandement militaire qui ne leur sont pas affiliés, la maîtrise des unités de l'armée, l'arrêt du fonctionnement des centrales électriques et des réseaux de communication pour isoler le pays.

Ainsi donc, l'enquête a permis de définir le niveau de responsabilité de chaque participant et de fournir les résultats à l'Etat Major des Forces

Armées Nationales.

Après cette déclaration, le Lt-colonel Sid'Ahmed Ould Hamedi a dressé une liste des personnes entendues dans le cadre de l'enquête.

Il s'agit de:

Lt colonel Sid'Ahmed Ould Ely Savi

Lt -colonel Abdellahi Ould Mohamed Ould Jiddou

Lt-colonel Mohamed Lamine Ould Hama Khattar

Lt-colonel Zeidane Ould Mohamed Mahmoud

Lt colonel Misgharou Ould Sidi

Lt-colonel Mohamed Ould Baba Ahmed

Lt-colonel Makhalla Ould Mohamed Cheikh commandant Mohamed Vall ould Hendaye

commandant Siyid Ould El Assry

commandant Sidatty Ould Mohamed Mahmoud

commandant Dia Abderrahmane Mamadou

commandant Habib Ould Ebou Mohamed

commandant Mohamed Lamine Ould Sidi

Mohamed [communément appelé Ould El Weere]

commandant Saleh Ould Sidi Mahmoud

commandant Mohamed El Moustapha Ould Sid

commandant Mohamedou Ould Hamady

commandant Brahim Ould Baker

commandant Mohamed Mahmoud Ould Ely dit Bouna

commandant Mohamed Abdallahi Dieng

capitaine Sid'Ahmed Ould Baba

capitaine Mohamed Mahmoud Ould Sid'Ahmed

capitaine El Moustapha Ould Cheibany

capitaine Sid'El Moctar Ould Abdallahi

capitaine Mohamed Ould Abderrahmane

capitaine Diagna Chouaibou

capitaine Coumou Oumar

capitaine Mohamed Ould Cheikh Ahmed

lieutenant Mohamed Ould Cheikh Ahmed

lieutenant El Hacen Ould Taleb

lieutenant Oumar Ould M'hamed

adjudant Habib Ould Ahmed Lebeidi.

Il est à préciser que l'inspecteur Henou O. Cheikh, ex -commissaire de police d'Akjoujt, est gardé à vue au niveau du commissariat d'El Mina 1 où il a été entendu par la police. Il semble donc que son implication directe ne soit pas encore décidée. Sa présence dans cette affaire serait en relation avec le fait qu'il habitait avec lieutenant colonel Sidi Ould Ely Savi.

CHEIKHNA OULD NENNI